

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 novembre 2012
Français
Original: anglais

**Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-quatrième session,
27-31 août 2012**

N° 21/2012 (Philippines)

Communication adressée au Gouvernement le 6 juillet 2011

Concernant: Marcus Haldon Hodge

Le Gouvernement a répondu à la communication le 10 novembre 2011.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de l'ancienne Commission des droits de l'homme, qui en a précisé et renouvelé le mandat dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102 et l'a prolongé d'une période de trois ans par sa résolution 15/18 en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe, et Corr.1), le Groupe de travail a transmis au Gouvernement la communication mentionnée ci-dessus.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Marcus Haldon Hodge, âgé de 49 ans, de nationalité australienne, est titulaire d'un diplôme de médecine et de chirurgie de l'Université de Sidney et est un ancien fonctionnaire chargé du programme et des opérations de développement du Bureau régional du Pacifique occidental de l'Organisation mondiale de la Santé à Manille. Il a été arrêté le 8 mai 2009 à 20 heures dans le parking souterrain du bâtiment Amorsolo de Rockwell Condominium, immeuble situé dans le quartier des affaires de Makati à Manille. L'arrestation a été effectuée par des agents de la Division chargée de la protection des femmes et des enfants au sein du Groupe des enquêtes criminelles et de la détention. De nombreux journalistes et cameramen étaient présents au moment de l'arrestation de M. Hodge. Selon la source, ils avaient été informés au préalable de l'opération par la police et attendaient sur place que l'arrestation soit effectuée.

4. Les agents qui ont procédé à l'arrestation n'ont pas présenté d'ordonnance, de décision ni de mandat délivré par une autorité judiciaire ou publique. En violation de l'article 9 et du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ils n'ont pas informé M. Hodge des motifs de son arrestation.

5. L'arrestation de M. Hodge a été décrite comme suit: M. Hodge a garé sa voiture sur la place qui lui était attribuée lorsqu'une camionnette est arrivée et a bloqué la sortie. Un agent en civil s'est approché de la voiture qui a tout à coup été entourée de gens. M. Hodge ne savait pas s'il s'agissait de policiers ou de journalistes.

6. Immédiatement après son arrestation, M. Hodge a été menotté par les agents et conduit dans sa propre voiture au centre de détention Camp Crame. Les agents ont percuté la barrière du parking avec la voiture en quittant le bâtiment. Quand M. Hodge a été admis au centre de détention, des équipes de journalistes portant des caméras de télévision et d'autres équipements étaient déjà en place. Les jours suivants, la nouvelle de son arrestation a été largement diffusée dans des journaux, bulletins d'informations et émissions de télévision. La source estime que l'arrestation elle-même et le transfert vers le centre de détention ont été soigneusement planifiés comme un «spectacle médiatique» et présentés afin de montrer l'efficacité de la police dans la lutte contre la pédophilie.

7. M. Hodge souffre de diabète de type 1. Il est insulino-dépendant et a immédiatement informé ceux qui l'avaient arrêté de son état de santé. Cependant, on lui a refusé l'insuline dont il avait besoin pendant les vingt-quatre premières heures qui ont suivi son arrestation. C'est seulement après qu'on lui a donné une seringue et de l'insuline à action prolongée. L'un des policiers l'a harcelé à cause de son diabète et l'a accusé d'utiliser cette excuse pour bénéficier d'un meilleur traitement. M. Hodge ne pouvait pas tester sa glycémie et est tombé malade, ce qui a eu des incidences sur son état physique et mental pendant les jours suivants.

8. Dans un état de choc et profondément traumatisé, M. Hodge a été interrogé par des policiers en présence de journalistes et de cameramen. Un journaliste du Réseau GMA 7

faisait partie des personnes présentes lors de l'interrogatoire, qui a été mené par le colonel Tereseta Cid. Pendant l'interrogatoire, ce journaliste a fait des commentaires désobligeants au sujet de M. Hodge, laissant entendre que celui-ci ne respectait en rien les droits de l'homme.

9. Pendant les dix premiers jours qui ont suivi son arrestation, M. Hodge a été obligé d'acheter de la nourriture et de l'eau à des prix très majorés, et de payer aussi les repas des policiers qui le gardaient. Pendant les interrogatoires, il ignorait si les questions étaient posées par des policiers ou par des journalistes. Une des questions visait à savoir s'il était «homosexuel».

10. Pendant plusieurs jours, M. Hodge n'a pas eu le droit d'appeler le représentant consulaire de son pays. Quand il y a enfin été autorisé, il n'a pas pu s'entretenir avec lui dans les conditions requises de confidentialité; sa conversation téléphonique avec le représentant consulaire australien a été enregistrée et filmée.

11. Le Bureau du Procureur de Makati a recommandé l'inculpation de M. Hodge pour infraction à la loi n° 7610 (loi relative à la protection spéciale des enfants contre la maltraitance, l'exploitation et la discrimination) et à la loi n° 9208 (loi de 2003 relative à la lutte contre la traite des personnes).

12. Le 19 mai 2009, M. Hodge a été mis en accusation dans la première série d'affaires. Les affaires pénales n°s 09-458 et 09-1969, impliquant la maltraitance d'enfants et l'utilisation de victimes de la traite, font suite aux plaintes déposées par Darwin Marcelino. Elles ont été regroupées et sont pendantes devant la 144^e chambre du tribunal régional de première instance de Makati. M. Hodge ayant refusé de plaider coupable de ces chefs, le tribunal a donc ouvert en son nom une procédure de plaider non coupable. Dans les affaires pénales n°s 09-459 et 09-1968 (impliquant l'utilisation de victimes de la traite), tout en se considérant comme totalement innocent, M. Hodge a suivi les conseils de ses avocats et a plaidé coupable. Le 10 mai 2011, après avoir reçu les mémoires et les réponses de chacune des parties, le tribunal a rendu son jugement et infligé à l'accusé une peine d'emprisonnement de douze mois. M. Hodge est déjà détenu depuis vingt-cinq mois.

13. En ce qui concerne la seconde série d'affaires (affaires pénales n°s 10-2295 à 2304, impliquant la maltraitance d'enfants, la traite d'enfants et la traite de personnes à grande échelle), M. Hodge a affirmé et démontré qu'il ne se trouvait pas dans le pays au moment des faits. En outre, les enfants plaignants n'ont pas pu l'identifier. Selon la source, le Procureur a eu de sérieuses difficultés à rassembler des éléments de preuve contre M. Hodge. Celui-ci a dû insister pour que les plaignants soient présents à une audience. Lors d'une des audiences, les enfants plaignants n'ont pas répondu lorsqu'on leur a demandé quelle était la teneur de leur plainte et qui étaient les personnes visées. Ils n'ont pas été en mesure de reconnaître en M. Hodge la personne contre laquelle ils portaient plainte. Le Procureur a réprimandé les enfants, faisant valoir qu'ils semblaient considérer l'ensemble de la procédure judiciaire comme une plaisanterie.

14. Après l'arrestation de M. Hodge, les cinq enfants ont été placés sous la garde du Département de la protection sociale et du développement sans que cette mesure ait été autorisée par une ordonnance judiciaire. Ils ont déclaré qu'ils avaient été payés pour porter plainte contre M. Hodge. Dans ses observations finales, le Procureur n'a pas accordé l'importance voulue au fait que les plaignants n'avaient pas pu identifier M. Hodge ni au fait que celui-ci ne se trouvait pas dans le pays au moment où les faits allégués s'étaient produits.

15. Bien que M. Hodge clame toujours son innocence, ses avocats lui ont fait valoir qu'une entente relative au plaidoyer lui vaudrait une peine d'emprisonnement de cinq ans, au lieu de la prison à vie.

16. M. Hodge est privé de liberté depuis plus de deux ans, sans qu'aucune décision ne soit prise sur son statut juridique. Le droit d'être jugé dans un délai raisonnable ou libéré, consacré au paragraphe 3 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et le droit d'être jugé sans retard excessif, reconnu au paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte, n'ont pas été respectés. Depuis le placement en détention de M. Hodge, le principe de la présomption d'innocence, consacré à l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et au paragraphe 2 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, n'a jamais été reconnu.

17. Des audiences ont été reportées sans aucune justification. La procédure judiciaire concernant la première série d'affaires a été menée par quatre juges différents. La dernière audience, prévue le 31 mai 2011, a été reportée car le juge Soriano ne s'est pas présenté. Les présidents du tribunal ont été absents à sept reprises.

18. Le stress intense et les frais de justice élevés entraînés par une action en justice prolongée ont des effets dévastateurs sur la santé physique et mentale de M. Hodge qui s'est gravement détériorée depuis qu'il a été transféré à la prison de Makati. M. Hodge a tenté par deux fois de mettre fin à ses jours. En outre, en tant qu'étranger, il est sans cesse victime de tentatives d'extorsion et régulièrement harcelé et menacé par des gardiens et des détenus qui lui demandent de l'argent ou de la nourriture.

19. Selon la source, l'affaire a été une source de revenus pour différents acteurs impliqués et de nombreuses personnes de différents secteurs ont intérêt à ce que M. Hodge soit maintenu en détention. Chaque fois que M. Hodge a signalé qu'il avait été victime d'un vol ou d'autres infractions dans la prison, il a été puni par les autorités comme fauteur de troubles.

20. La source ajoute que la prison de Makati est surpeuplée, que les conditions de vie y sont déplorables et préjudiciables à la santé, que la nourriture est très médiocre et inappropriée pour les diabétiques insulino-dépendants et qu'il n'y a pas d'eau potable. Il n'y a que 10 cellules pour 450 détenus. Les possibilités qu'a M. Hodge de communiquer avec ses avocats sont très limitées: il n'y a qu'un téléphone dans toute la prison et M. Hodge doit payer 20 pesos (environ 0,48 dollar É.-U.) chaque fois qu'il reçoit un appel téléphonique. Par conséquent, il n'est même pas informé des audiences qui sont prévues et ne peut rencontrer ses avocats que quelques minutes seulement avant les audiences.

Réponse du Gouvernement

21. Le Gouvernement a répondu à la communication le 10 novembre 2011. Le 19 juin 2012, le Groupe de travail, conformément au paragraphe 17 c) de ses Méthodes de travail, a demandé au Gouvernement de lui donner de plus amples informations.

22. Dans sa réponse du 10 novembre 2011, le Gouvernement a donné au Groupe de travail les renseignements ci-après: Marcus Haldon Hodge, de nationalité australienne, a été arrêté par des agents des forces de l'ordre philippines à Makati le 8 mai 2009. Des plaintes pénales ont été déposées contre M. Hodge pour infraction à la loi n° 7610 (protection spéciale des enfants contre la maltraitance, l'exploitation et la discrimination) et la loi n° 9208 (loi relative à la lutte contre la traite des personnes). Ces affaires sont toujours en cours. Le cas d'espèce est donc soumis à la règle du «secreto de sumario» (secret de l'instruction). M. Hodge a pu prendre contact avec le représentant consulaire de son pays et a accès à un avocat. C'est pourquoi le Gouvernement estime que la communication soumise au Groupe de travail doit être rejetée.

23. Le Groupe de travail a demandé au Gouvernement de préciser les dispositions législatives qui justifient le maintien de M. Hodge en détention provisoire depuis plus de trois ans et a demandé à la source de fournir des renseignements à jour sur la situation de M. Hodge.

Délibération

24. En premier lieu, le Groupe de travail souhaite répondre à l'allégation du Gouvernement qui fait valoir que la communication devrait être rejetée parce que l'affaire est soumise à la règle du «secreto de sumario», autrement dit, elle est encore en cours d'examen. À ce sujet, il suffirait de noter que le Groupe de travail n'est pas lié par la règle du «secreto de sumario» qui, dans les juridictions nationales, impose des restrictions aux commentaires et déclarations faits hors tribunal sur des affaires en cours d'examen par la justice. À défaut, le Groupe de travail ne pourrait jamais examiner, comme le prévoit son mandat, des affaires dans lesquelles le droit de l'accusé d'être jugé dans un délai raisonnable ou d'être libéré n'est manifestement pas respecté.

25. En effet, comme l'a souligné le Comité des droits de l'homme au paragraphe 35 de son Observation générale n° 32 (2007) sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, le droit de l'accusé d'être jugé sans retard excessif, consacré au paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ne vise pas seulement à éviter qu'une personne reste trop longtemps dans l'incertitude quant à son sort et, si elle est détenue pendant le procès, à faire en sorte que cette privation de liberté ne soit pas d'une durée plus longue que ne l'exigent absolument les circonstances du cas mais serve également les intérêts de la justice. En outre, le Comité a rappelé que dans les cas où le tribunal lui refuse la libération sous caution, l'accusé doit être jugé dans le plus court délai.

26. De même, au paragraphe 3 de son Observation générale n° 8 (1982) sur le droit à la liberté et la sécurité de la personne, le Comité des droits a réaffirmé le droit «d'être jugé dans un délai raisonnable ou libéré» en vertu du paragraphe 3 de l'article 9. La détention provisoire doit être exceptionnelle et aussi brève que possible.

27. Dans l'affaire à l'examen, M. Hodge est détenu depuis le 8 mai 2009, soit depuis plus de trois ans. Ce n'est qu'en juillet 2011, plus de deux ans après son arrestation, qu'il a été reconnu coupable de certains chefs, après avoir plaidé coupable de ces chefs sur les conseils de ses avocats. Il a été condamné à six mois de travail d'intérêt général dans l'affaire n° 09-459 et à un an d'emprisonnement dans l'affaire n° 09-1968. Au moment où il a été condamné pour ces infractions, M. Hodge avait déjà passé en détention une période de temps supérieure à la peine d'emprisonnement qui lui a été infligée.

28. Toutefois, M. Hodge est toujours détenu à la prison de Makati pour des chefs dont il a plaidé non coupable dès le mois de mai 2009. Depuis, les deux procédures engagées contre lui (n° 09-458 et 09-1969) sont toujours pendantes devant le tribunal régional.

29. Le Groupe de travail considère que compte tenu des circonstances de l'espèce, cette détention provisoire extrêmement longue – plus de trois ans – constitue une violation grave de l'article 9 et du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et des articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En conséquence, la privation de liberté de M. Hodge relève de la catégorie III des catégories de détentions arbitraires auxquelles se réfère le Groupe de travail lorsqu'il examine les affaires qui lui sont soumises.

Avis et recommandations

30. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de Marcus Haldon Hodge est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux articles 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme; elle relève de la catégorie III des catégories de détentions arbitraires auxquelles se réfère le Groupe de travail lorsqu'il examine les affaires qui lui sont soumises.

31. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement philippin de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation de M. Hodge, conformément aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

32. Le Groupe de travail considère que, compte tenu des circonstances de l'espèce et de la longue période de temps pendant laquelle M. Hodge a été privé de liberté, les réparations appropriées consisteraient:

- a) À libérer immédiatement M. Hodge, ou, à défaut;
- b) À le juger le plus rapidement possible.

33. Le Groupe de travail demande également au Gouvernement de prendre toutes les mesures nécessaires pour offrir à M. Hodge, conformément au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, une réparation pour le préjudice qu'il a subi pendant sa détention arbitraire prolongée.

[Adopté le 28 août 2012]
